



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique éducative

Question au Gouvernement n° 1329

Texte de la question

POLITIQUE ÉDUCATIVE

Mme la présidente . La parole est à M. Roger Chudeau.

M. Roger Chudeau . Monsieur le ministre de l'éducation nationale, tout le monde le sait, notre système éducatif connaît depuis des décennies un décrochage silencieux, un naufrage honteux dont les conséquences peuvent s'avérer redoutables pour l'avenir de notre pays. Cette situation alimente l'inquiétude des familles et alerte le monde économique. La direction du Trésor et le haut-commissariat à la stratégie et au plan s'en inquiètent, le patronat se désole, le PDG de Safran parle même de bombe à retardement.

La maison brûle, mais vous ne trouvez rien de mieux à faire que de supprimer plus de 4 000 postes d'enseignants pour la rentrée prochaine. Vous en êtes d'ailleurs tellement fier que vous avez ordonné aux directeurs académiques des services de l'éducation nationale de ne pas publier les chiffres avant les élections municipales...

Le signal politique que vous envoyez avec ces fermetures de classes est désastreux pour l'institution. Il signe aussi la vacuité de la politique éducative du gouvernement. Le président de la République appelle de ses vœux la réindustrialisation du pays. Où est la mobilisation de notre appareil éducatif et de formation ?

Au lieu de supprimer des postes, votre devoir ne serait-il pas de mieux les employer, d'entreprendre une rénovation de notre système éducatif afin de préparer notre pays aux défis qu'il affrontera demain ? Mais non, vous faites de la comptabilité. « Nous aurions pu en supprimer le double » allez-vous me rétorquer. Or la baisse démographique pourrait être une chance d'améliorer le fonctionnement et les résultats de notre école.
(Applaudissements sur les bancs du groupe RN.)

Nous considérons quant à nous que l'éducation n'est pas une dépense de fonctionnement, mais un investissement pour l'avenir de la nation.

M. Erwan Balanant . Alors votez le budget de l'éducation nationale !

M. Roger Chudeau . Du reste, derrière les chiffres, chacun sait ce qui va se passer : c'est la France rurale qui va une fois de plus payer le prix fort et subir les conséquences des fermetures de classes. Qu'attendez-vous pour instaurer un moratoire sur les fermetures de classes en zone rurale et pour mettre enfin en place une programmation pluriannuelle de la carte scolaire, comme le préconise le RN, et comme certains de vos prédécesseurs s'y étaient engagés ?

Ma question est donc simple, bien que rhétorique, hélas : quand aborderez-vous la question éducative non plus d'un point de vue comptable mais d'un point de vue politique ? Un peu d'ambition, que diable !
(Applaudissements sur les bancs du groupe RN.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale . Si votre question était rhétorique, ma réponse sera de politique publique, et par conséquent un peu technique, pardonnez-moi.

M. Erwan Balanant . Ils ne comprendront pas !

M. Édouard Geffray, ministre . Votre question recouvre plusieurs aspects. Vous avez dit que nous ne participions pas à la réindustrialisation de la France. Par opposition à vos propos, j'adresse mes remerciements à tous les professeurs et professionnels qui participent effectivement à la réindustrialisation de la France. Nous avons créé ces deux dernières années 12 000 places de voie professionnelle dans le secteur de l'industrie – rien que cela – et dans les industries du futur : le nucléaire, la cybersécurité, l'intelligence artificielle.

Vous avez ensuite pointé notre responsabilité sur les questions de démographie scolaire par rapport à la démographie générale. Je suis désolé de me répéter, car j'ai conscience de le dire souvent, mais nous aurons perdu dans le premier degré 1 million d'élèves entre 2019 et 2029, passant de 6,7 millions à 5,7 millions d'élèves. Avec la natalité que nous connaissons en 2025 par rapport à celle qui prévalait il y a quinze ans, nous perdons une génération tous les quatre ans.

M. Thibault Bazin . C'est inquiétant, il faut y remédier !

M. Édouard Geffray, ministre . Soit nous en tirons des conséquences en nous projetant à un horizon pluriannuel, soit nous nous contentons d'en reparler chaque année. Depuis mon arrivée, je n'ai cessé de répéter qu'il fallait avoir une vision à vingt ans. Je viens de généraliser à l'ensemble du territoire les observatoires des dynamiques rurales et territoriales, car tout le territoire est affecté. Et j'ai demandé la réalisation de projections à un an, à trois ans, à cinq ans et plus, à l'échelle des départements et des intercommunalités, pour penser l'offre scolaire à long terme.

Quant à un moratoire sur les fermetures de classes, j'ai rencontré hier un élu local qui m'informait qu'une classe ne compterait que quatre élèves. Évidemment, nous allons devoir la fermer. Je ne vois donc pas clairement ce qu'un moratoire pourrait signifier. Pardonnez-moi, mais je crois qu'il faut anticiper et raisonner en temps réel. Veuillez m'excuser pour cette réponse un peu technique mais réellement pluriannuelle, c'est notre métier, nous ne faisons pas de la rhétorique. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs du groupe DR.)*

Données clés

Auteur : [M. Roger Chudeau](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (2^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1329

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mars 2026